

Royaume-Uni, puis par nos représentants à Londres, qui se sont tenus en contact avec les fonctionnaires du Royaume-Uni chargés de s'occuper de cette affaire.

D. Est-ce que notre collaboration dans cette affaire d'une constitution possible est différente de celle qui a marqué notre participation aux négociations de paix avec l'Allemagne?—R. Elle est différente en ce sens que les arrangements aujourd'hui en discussion ne sont pas destinés à s'appliquer à toute l'Allemagne et ne découlent pas d'une conférence de paix ou de travaux préparatoires à une conférence de paix. Ce sont en réalité des mesures d'urgence concernant la situation qui s'est présentée en Allemagne occidentale à la suite de l'échec des efforts faits pour former un gouvernement pour toute l'Allemagne.

*M. Croll:*

D. Il y a là une base pour l'établissement d'un État démocratique, n'est-ce pas?—R. Oui, mais cela devra être fait plus tard dans une conférence gouvernementale régulière.

D. Oui, mais ce doit être une base pour ce que nous considérons comme un bon gouvernement démocratique.

*M. Hackett:*

D. Il devra aussi y avoir une conférence "constituante"?—R. Oui.

*M. Croll:*

D. C'est ce que je m'attendais à vous entendre dire. Notre gouvernement a sans doute donné à ces gens le bénéfice de notre expérience. Voici maintenant que ma curiosité est piquée, et je voudrais savoir quelles sont les améliorations constatées par nous dans notre système, qui pourraient être incorporées dans le leur?—R. Nous avons choisi les parties qui, d'après notre expérience, sont parfaites, et nous les avons soumises aux personnages officiels qui travaillent à la solution du problème de l'Allemagne occidentale, espérant que nos vues les intéresseront. Mais je tiens à répéter que ce travail ne remplace pas celui d'une conférence pour la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne.

D. Non, je parlais d'une constitution, comme l'a fait M. Hackett.

*M. Hackett:*

D. Je laisse peut-être mon imagination aller trop loin, mais il me semble que la fédération que nous proposons tendrait à accentuer l'autonomie des États fédérés, serait un obstacle à l'uniformité et à une action agressive, comme cela pourrait arriver avec un gouvernement central puissant. C'est là l'éternel conflit entre les divers États de la république voisine et le gouvernement central des États-Unis, et, pourrait-on ajouter, entre les provinces canadiennes et le gouvernement central du Canada.—R. C'est parfaitement exact. Sans mettre en cause notre propre expérience, qui peut donner lieu à des opinions différentes, nous pouvons dire que ce qui s'est passé en Allemagne depuis cinquante ans nous fait voir que tout ce qui sera fait pour affaiblir le gouvernement central et renforcer ceux des provinces sera une bonne chose pour la paix.

D. Et une bonne chose pour l'Allemagne?—R. Oui.